Études internationales

Études
internationales

Calverley, John and O'Brien, Richard, Editors. *Finance and the International Economy*. Oxford University Press, Oxford, 1988, 208 p.

Martin E. Perron

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702555ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702555ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, M. E. (1989). Compte rendu de [Calverley, John and O'Brien, Richard, Editors. *Finance and the International Economy*. Oxford University Press, Oxford, 1988, 208 p.] *Études internationales*, 20(3), 729–730.
<https://doi.org/10.7202/702555ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

un retrait du politique est en elle-même une politique, occidentale et comment! Au tout début de son ouvrage, il exprimait ses craintes de céder à un européenocentrisme: le résultat confirme-t-il pareilles appréhensions? Il faut néanmoins lui savoir gré d'une telle franchise. Livre polémique bien sûr, mais une fois acceptée cette convention d'auteur, il se lit avec le plaisir délectable d'un roman.

Gilbert LAROCHELLE

Université du Québec à Chicoutimi, Canada

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

CALVERLEY, John and O'BRIEN, Richard, Editors. *Finance and the International Economy*. Oxford University Press, Oxford, 1988, 208p.

Ce livre publie les essais gagnants en 1988 des prix offerts par American Express Bank Ltd. de Londres, Angleterre, en l'honneur du célèbre économiste Robert Marjolin. Ce concours ouvert à tous offre des prix d'une valeur de 40 000 \$ US dont un prix de 15 000 \$ US. Les sujets traités doivent se rattacher au domaine international spécialement au commerce international et aux finances internationales. De plus, le sujet traité doit couvrir des questions importantes dans le domaine international. L'accent est mis avant tout sur la résolution concrète de problèmes et de politiques économiques avec des implications internationales. En somme, ce concours se veut de perpétuer le style d'économiste que fut Marjolin à son époque, soit très pragmatique et porté avant tout vers la mise en place de structures et d'institutions pour l'intégration des marchés européens. Les articles primés reflètent cette approche.

Alexis Rieffel, le grand gagnant du concours, présentement député directeur à l'Office of Monetary Policy au département du trésor américain, tente de démontrer que la politique de contrôle des taux de change poursuivie par les pays en développement retarde leur développement et leur entrée dans la ligne des pays industrialisés, qu'une telle politique est inspirée avant tout par des facteurs politiques plutôt qu'économiques et qu'en fin de compte avec les changements technologiques actuels en communication et en informatique de tels contrôles deviennent de plus en plus inefficaces. L'auteur propose donc une libéralisation unilatérale des taux de change. Pour confirmer ces dires, Rieffel examine le système de contrôles mis en place par trois pays sur le point de devenir des pays industriels, soit le Brésil, la Corée et l'Inde. À l'aide d'une liste assez exhaustive comportant 34 catégories de contrôle, il montre que ces pays continuent de maintenir des restrictions dans au moins 14 catégories. Il appert donc que l'on est encore loin du régime flexible qu'on prônait en 1973. L'autre aspect de son essai est de démontrer que ces contrôles encore trop substantiels permettent aux taux de change d'être surévalués et en conséquence nuisent à une bonne et saine concurrence.

Dans un autre essai gagnant d'un prix AMEX, Michel Maila, vice-président de la banque de Montréal à Londres, met en évidence le fait que le marché des changes tend à diversifier les risques associés aux taux de change. Il soutient d'ailleurs la thèse que l'intégration de plus en plus poussée des économies requiert de nouvelles réglementations des marchés de changes et qu'il n'est pas du tout approprié de créer des zones régionales de marché de change, comme le SME, en vue d'assurer une stabilité au niveau d'une région ou entre régions. Il préconise plutôt une meilleure politique de coordination entre pays

de leurs politiques monétaire et fiscale. Après tout, dans un contexte de « grand village », il devient de plus en plus difficile, sinon impossible pour un pays d'isoler sa monnaie des autres monnaies.

Il n'est pas surprenant aussi de voir dans ce volume de AMEX quelques essais sur la dette des pays en voie de développement. Trois essais sur ce sujet furent primés. Daniel Cohen de France démontre comment la dette extérieure des pays en voie de développement peut être augmentée sans nuire à leur exportation et à leur croissance interne. Les deux autres essais, l'un par Eschavarria du Vénézuëla et l'autre par Schwarz des États-Unis, démontrent comment de nouveaux instruments financiers pour le repaiement des dettes pourraient alléger ce fardeau fiscal.

Dans une autre sphère d'activité, soit les marchés financiers internationaux, il appert que leur intégration au niveau mondial soulève une série de questions politiques et juridiques. En effet avec l'homogénéisation de ces marchés, les contrôles nationaux par les gouvernements souverains peuvent devenir de nouveaux obstacles au progrès et à l'évolution de ces marchés.

Finalement, les trois derniers essais dans ce volume d'AMEX couvrent un autre sujet d'actualité: la macro-économie en régime ouvert ou macro-économie internationale. Le professeur Mason des États-Unis argumente que les déficits américains ne sont possibles qu'en autant que l'Europe et les pays de l'Asie sont prêts à financer les dépenses militaires américaines que la Maison-Blanche refuse de financer par des hausses de taxe. Dans une même veine, Cooney soutient la thèse que le déficit commercial américain sera beaucoup plus lent à décroître qu'il le fut à croître, ce qui aura pour conséquence d'augmenter les coûts d'ajustement à un tel déficit. Enfin Ridley dans son essai, analyse les conséquences

pour le Japon d'une épargne excessive sur sa croissance interne.

Il y a eu 154 participants au concours provenant de 34 pays et les sujets couverts furent des plus variés. C'est un véritable plaisir intellectuel de lire ces différents essais exempts du jargon théorique ou mathématique habituel. On peut différer de point de vue avec les auteurs mais les sujets traités ne laissent personne indifférent. Le prochain volume des gagnants de 1989 qui sera publié au cours de l'année sera donc un livre à surveiller.

Martin E. PERRON

*Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes
Ottawa*

CLINE, William R. *The Future of World Trade in Textiles and Apparel*. Washington (DC), Institute for International Economics, 1987, 343p.

Voici une étude dont l'intérêt est peut-être augmenté par l'échec, en décembre 1988, de la réunion GATT de Montréal. En septembre 1988 le rapport annuel de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, souvent considérée comme la voix du Tiers-Monde) avait exprimé un certain optimisme sur l'Uruguay Round dont, on le sait, les négociations de Montréal représentaient une étape cruciale.

Or cet optimisme portait en partie sur le commerce des textiles et de l'habillement, « secteur qui intéresse particulièrement les pays en voie de développement », secteur « soumis depuis plus d'un quart de siècle à un régime spécial ». On s'attendrait à ce que l'Uruguay Round fasse disparaître de ce secteur la dérogation des règles et disciplines du GATT en formulant des modalités qui, à la longue permet-